|  |
| --- |
| FORMULE 74.1B |
| *Loi sur les tribunaux judiciaires* |
| ONTARIO |
| **COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE** |

**DEMANDE DE DÉPÔT D’UNE REQUÊTE EN VUE D’OBTENIR UN CERTIFICAT DE PETITE SUCCESSION OU UN CERTIFICAT DE PETITE SUCCESSION MODIFIÉ**

*Dans l’affaire de la succession de (nom du/de la défunt(e))*, *le/la défunt(e)*, *(nom du/de la requérant(e))* présente une requête en vue d’obtenir un certificat de petite succession.

Je demande que soient déposés auprès de la Cour supérieure de justice les documents suivants, qui sont joints à la présente demande :

Requête en vue d’obtenir un certificat de petite succession, faite sous serment ou déclarée solennellement le *(date)* [Formule 74.1A]

Projet de certificat de petite succession [Formule 74.1C]

OU

Requête en vue d’obtenir un certificat de petite succession modifié, faite sous serment ou déclarée solennellement le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *(date)* [Formule 74.1E]

Projet de certificat de petite succession modifié [Formule 74.1F]

Copie du certificat de petite succession qui a été délivré par le tribunal dans le cadre de la requête originale.

ET

Preuve de décès, datée du *(date du document)*

Testament du/de la défunt(e), daté du *(date) (cochez seulement si cela s’applique)*

Codicille du/de la défunt(e), daté du *(date) (cochez seulement si cela s’applique)*

Cautionnement *(cochez seulement si cela s’applique)*

Affidavit(s) *(cochez seulement si cela s’applique)*

Un projet d’ordonnance visant à obtenir :

Dispense d’un cautionnement  Report d’impôt  Autre :

Pour une demande de dispense d’un cautionnement :

Affidavit du/de la requérant(e)  Consentements des bénéficiaires

Pour une ordonnance prévue au para. 4 (1) de la *Loi de 1998 de l’impôt sur l’administration des successions*:

Affidavit du/de la requérant(e)

Affidavit et engagement du/de la requérant(e) en vertu du par. 4 (3) de la *Loi de 1998 de l’impôt sur l’administration des successions*

Autre :

|  |
| --- |
| Déclarations du/de la requérant(e) : (cochez toutes les cases qui s’appliquent) |

J’ai envoyé ou remis la requête [Formule 74.1A ou 74.1E] :

1. à chaque personne qui a droit à une partie de la succession, y compris les sociétés de bienfaisance et les bénéficiaires éventuels;
2. au Bureau de l’avocat des enfants, si l’une quelconque des personnes ayant un intérêt dans la succession a moins de 18 ans, et au père, à la mère ou au tuteur de chacune de ces personnes;
3. au Bureau de l’avocat des enfants, si l’une quelconque des personnes pouvant avoir droit à un intérêt dans la succession n’est pas encore née ou n’est pas identifiée;
4. au tuteur ou au procureur de tout adulte répondant à la définition d’« incapable » figurant dans la partie 7 de la présente requête. Si j’ai indiqué « Aucun » à la case du tuteur ou procureur de la partie 7, j’enverrai une copie de la présente requête et du testament et codicille, s’il y en a, au Bureau du tuteur et curateur public.

*(Si vous êtes le/la seul(e) bénéficiaire de la succession, il n’est pas nécessaire de cocher la case ci-dessus. Veuillez expliquer pourquoi à la dernière ligne de la présente partie.)*

Avec la requête, j’ai envoyé ou remis :

1. un extrait de la ou des parties du testament ou du codicille portant sur le legs ou une copie du testament (et des codicilles, le cas échéant), avec les requêtes qui ont été envoyées à une personne qui a droit seulement à un bien en particulier ou à une somme d’argent établie ou pouvant être établie ou qui concernent une telle personne,
2. une copie du testament en entier (et des codicilles, le cas échéant), avec les requêtes qui ont été envoyées aux bénéficiaires autres que les personnes indiquées à l’alinéa i,
3. une copie du testament en entier (et des codicilles, le cas échéant) avec une déclaration de la valeur estimative de l’intérêt dans la succession de l’adulte décrit dans la requête comme étant incapable ou de la personne mineure, selon le cas, si cette valeur n’est pas indiquée dans la présente requête, avec la requête envoyée à l’avocat des enfants ou au tuteur et curateur public.

Je n’ai pas envoyé ou remis la requête à des personnes nommées dans le testament à titre de bénéficiaires ou qui sont membres d’une catégorie de bénéficiaires en vertu du testament ou qui ont droit à une part de la succession ab intestat conformément à la *Loi portant réforme du droit des successions*. Les raisons sont les suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de la personne  *(tel qu’il apparaît dans le testament, le cas échéant)* | Raison pour laquelle la requête n’a pas été envoyée ou remise à la personne |
|  |  |
|  |  |

Pour autant que je le sache, les personnes nommées dans la requête sont toutes les personnes qui ont droit à une part de la distribution de la succession.

Les documents décrits ci-dessus ont été envoyés ou remis aux personnes susmentionnées par courriel, par la poste, par messager ou par signification à personne, conformément aux *Règles de procédure civile*.

Au moins 30 jours se sont écoulés depuis la date à laquelle j’ai envoyé les documents décrits ci‑dessus aux personnes susmentionnées.

Je suis *(ou insérez « Le(a) requérant(e) est »)* l’unique bénéficiaire de la succession et il n’est donc pas nécessaire d’envoyer la requête à d’autres personnes.

La succession est évaluée dans la requête à *(montant)* $ et l’impôt sur l’administration des successions à payer est de *(montant)* $, conformément au montant établi par le [calculateur de l’impôt sur l’administration des successions](https://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/estates/calculate.php) (consultable sur le site Web du ministère du Procureur général).

L’impôt sur l’administration des successions, à verser au « ministre des Finances », payé par :

chèque certifié  traite bancaire  chèque d’avocat,

a été envoyé/remis au greffe indiqué ci-dessous, le (*insérez la date*) :

par la poste  par messager  en personne

Renseignements supplémentaires \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Si vous n’avez pas coché toutes les cases de la partie Déclarations du/de la requérant(e), veuillez indiquer pourquoi : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom :** |  |
| **Rôle :** *(requérant(e)/avocat(e)/agent(e) de fiducie de la société requérante)* |  |
| **Adresse postale :** |  |
| **Adresse de courriel** *(s’il en est)* : |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| DATE | | Signature du/de la requérant(e), de l’avocat(e) ou de l’agent(e) de fiducie de la société requérante |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Adresse du tribunal |

RCP-F 74.1B (1er février 2022)